

N° 90/CA du répertoire

N° 2010-004/CA<sub>2</sub> du Greffe

Arrêt du 25 juillet 2013

INSTANCE : GOUDJO Vicencia

C/

MFE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Zogbodomey du 23 décembre 2010, enregistrée au greffe de la Cour le 12 janvier 2010 sous numéro 021/GCS, par laquelle madame GOUDJO Vicencia, directrice de l'EPP Ahoundomè-Atchia, commune de Zogbodomey, tél : 97-17-44-74, 02 BP : 494 Zakpo-Bohicon, a saisi la Cour d'une plainte « par rapport (à son) salaire du mois d'octobre 2008 » ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

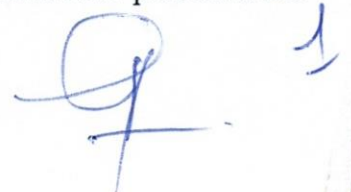
Où l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 0089/GCS du 10 février 2010, une mise en demeure a été adressée à la requérante, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1<sup>er</sup> :



« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et la requérante n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de la déclarer déchue de son action et de mettre les frais à sa charge.

**PAR CES MOTIFS.**

**DECIDE :**

**ARTICLE 1er :** Madame GOUDJO Vicencia est déchue de son action.

**Article 2 :** Les dépens sont mis à la charge de la requérante.

**Article 3 :** Le présent arrêt sera notifié aux parties et au procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI	} CONSEILLERS
ET	
Victor D. ADOSSOU	

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt cinq juillet deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;


Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

